



LE POINT DE VUE DE RENÉ SÉVE

La contestation de la mondialisation n'est plus celle du marché

Le mouvement altermondialiste a sans doute connu son apogée en contribuant vigoureusement à l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en novembre 1999. Au cri de « Le monde n'est pas une marchandise », les contestataires de la mondialisation libérale préconisaient de sortir du marché les biens communs (environnement, culture, éducation, santé, etc.) afin de développer dans ces domaines des coopérations non marchandes jugées mieux à même d'assurer leur sauvegarde. La libéralisation des services et la propriété intellectuelle selon l'accord Adpic de l'OMC polarisaient les oppositions. Cette vision du monde supposait une incompatibilité absolue entre les mécanismes d'une économie libérale et la préservation de l'environnement, des solidarités et des biens fondamentaux.

Depuis Seattle, on se doit de constater, quelques jours ou semaines avant Pittsburgh et Copenhague, que la « contestation de la mondialisation », dans le contexte de la crise financière et du réchauffement climatique, se développe, sinon dans un paradigme nouveau, du moins dans des considérations plus élaborées. En toute rigueur, le bon slogan, certes moins propice à des mobilisations de masse, serait dorénavant : « Internalisons les externalités ! ». Il ne s'agit plus en effet aujourd'hui de constituer des domaines sanctuarisés hors des marchés mais plutôt de corriger les défaillances de ceux-ci afin d'établir les vrais prix et le juste partage des coûts et des risques. La contestation de la mondialisation, qui voulait jadis limiter l'emprise des marchés, conduit aujourd'hui à en créer ou à en organiser de nouveaux, que ce soit dans le domaine de l'environnement (ceux des marchés de permis) ou de la finance (les chambres de compensation pour les « credit default swap »).

Il y a à cette évolution des causes de fond. La science économique s'est considérablement diversifiée et, ce faisant, a pénétré l'ensemble des problématiques sociales et politiques. La stratégie « impérialiste » d'un Buchanan ou d'un Becker a finalement porté ses fruits et permis de faire de l'éducation, des organisations privées ou publiques, des mouvements de population, des ressources naturelles, du climat, mais aussi de l'altruisme, du bonheur, etc., des objets nécessaires de l'analyse et de l'observation économiques. L'économie s'en est trouvée enrichie en retour, par exemple en élargissant sa conception de la valeur (d'échange, d'usage, mais aussi d'option, de patrimoine, d'existence) pour approcher le prix de la

biodiversité et permettre ainsi de mesurer le coût de sa dégradation. La théorie des jeux a apporté, notamment grâce aux économistes Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole, à l'idée générale de régulation la possibilité d'une approche formalisée de la circulation de l'information et des incitations. La science économique a ainsi pu brouiller les références établies : les budgets participatifs de Porto Alegre, la ville symbole de l'altermondialisation, ne sont plus seulement perçus comme manifestation émergente d'une démocratie alternative au marché, dans une filiation guevariste, mais comme une manière de révéler les préférences individuelles des agents afin d'allouer des ressources limitées de façon optimale, à la manière de Tullock.

Cette rationalisation de la contestation par l'économie s'est accompagnée du retour des Etats. Naguère sur la défensive, ils apparaissent comme indispensables pour organiser ces institutions que sont les marchés. La pression politique pour renforcer la qualité de réglementations complexes et instaurer une coopération des régulateurs ne requiert pas seulement des mobilisations ou des prises de conscience collectives. Pour être efficace, elle nécessite la capacité d'action et de résolution d'un pouvoir organisé, comme l'a montré en première ligne la France pour affronter la crise financière ou pallier les effets de la crise environnementale.

Au total, la contestation de « la mondialisation libérale » a cédé la place à une approche des phénomènes économiques plus ouverte, aboutissant à des indicateurs multiples, comme l'a souligné la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi dans le rapport qu'elle vient de remettre au président de la République. Y correspondent des coopérations entre acteurs divers, symbolisées dans notre pays par la « gouvernance à cinq », ou au niveau international par des alliances ou des rapprochements qui dépassent le cli-vage entre pays développés et en développement. Les manifestants de Seattle ont eu d'une certaine manière gain de cause : un autre monde est en train de se construire.

René Séve est directeur général du Centre d'analyse stratégique.

Ce point de vue est publié à l'occasion du 15^e Rendez-vous de la mondialisation, qui se tient jeudi 24 septembre 2009, en partenariat avec « Les Echos ». www.rdv-mondialisation.fr